République Française	CONSEIL MUNICIPAL	Délibération n°2025.84 Du 13 octobre 2025
Département des Yvelines	L'an deux mille vingt-cinq, le 13 octobre, à 20 heures, les membres du Conseil municipal, régulièrement convoqués par voie numérique le 7 octobre, se sont réunis, salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. Olivier Delaporte, Maire.	
Ville de La Celle Saint-Cloud	Objet : Suppression de deux postes d'adjuvacants	oints au Maire devenus
La Celle Saint-Cloud		
Secrétaire de séance : Vincent POUYET	LE CONSEIL MUNICIPAL,	
En exercice : 33 Présents : 30 Pouvoirs : 3	Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-18, L. 2122-20, L. 2121-21 et L.2121-29,	
Votants : 33 Pour : 22 Contre : 8	Vu la délibération n° 2020.01.01 du 25 mai 2020 fixant à 10 le nombre d'adjoints au Maire,	
Abstentions : 3 Présents	Vu le procès-verbal de l'élection du Maire et des adjoints,	
<u>Le Maire</u> Olivier DELAPORTE	Vu la délibération n°2025.82 décidant de ne pas maintenir Monsieur Miche AUBOUIN dans ses fonctions d'adjoint au Maire,	
<u>Les Maires-adjoints</u> Sylvie d'ESTEVE Pierre SOUDRY	Vu la délibération n°2025.83 décidant de ne pas maintenir Madame Dominique PAGES dans ses fonctions d'adjoint au Maire,	
Sophie TRINIAC Benoît VIGNES Valérie LABORDE Anne-Sophie MARADEIX	Vu l'avis favorable de la Commission des finances – affaires générales – vie économique – commerce en date du 1er octobre 2025,	
Richard LEJEUNE Mohamed KASMI Les Conseillers	Considérant que le Conseil Municipal a décidé de ne pas maintenir Madame Dominique PAGES et Monsieur Michel AUBOUIN dans leurs fonctions d'adjoints au Maire,	
Olivier MOUSTACAS Birgit DOMINICI Geneviève SALSAT Georges LEFEBURE Bruno-Olivier BAYLE	Considérant que dès lors que des sièges adjoints au Maire deviennen vacants, il appartient au Conseil Municipal de se prononcer soit pour l'élection de nouveaux adjoints, soit pour la suppression des postes concernés,	
Laurent BOUMENDIL Nathalie PEYRON Vincent POUYET Pierre QUIGNON-FLEURET Laurent DUFOUR	Considérant que la suppression des postes de 6° et 9° adjoints au Maire n'altèreront pas la continuité de service ainsi que la bonne marche des services municipaux,	
Jean-François BARATON Stéphane MICHEL	APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ	
Marie-Pierre DELAIGUE Olivier BLANCHARD Philippe LERIN Jean-François THOMAS Andrée BLOCH Blaise VIGNON Jean-Luc PRIEUR	A la majorité des membres présents et représentés par 22 voix pour, 8 voix contre Michel AUBOUIN, Dominique PAGES, Jean-Luc PRIEUR, Geneviève SALSAT, Jean-François BARATON, Jean-François THOMAS, Stéphane MICHEL, Carmen OJEDA-COLLET et 3 abstentions Georges LEFEBURE Marie-Pierre DELAIGUE, Olivier BLANCHARD.	
Michel AUBOUIN Dominique PAGES	Décide de supprimer les postes de 6e et 9e adjoints au Maire.	
Absents excusés : Juliette DECAUDIN Françoise ALBOUY Carmen OJEDA-COLLET	Décide de fixer à 8 le nombre d'adjoints au Maire. Dit que le tableau du Conseil Municipal est modifié en conséquence et que le adjoints, suivant les rangs des postes supprimés seront promus aux rang supérieurs.	
Absents ayant donné pouvoir :		
	Accusé de r	éception en préfecture 265-20251022-2025-84-DE

Françoise ALBOUY pouvoir à Valérie LABORDE Carmen OJEDA-COLLET pouvoir à Jean François BARATON CELLE CAMEN COLOURS A 78470 *

Le Maire,

Olivier DELAPORTE

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Sauf mention contraire exigée par la loi, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter :

de sa date de publication (pour les délibérations à caractère non individuel)

ou de sa date de notification à l'intéressé (pour les délibérations à caractère individuel)

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Ce recours

suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la réponse

expresse de l'autorité territoriale, ou en cas de silence de celle-ci, deux mois après l'introduction

du recours gracieux.